



Département  
de l'Essonne  
Arrondissement  
d'Evry-Courcouronnes

# VILLE DE DRAVEIL

## ARRETE DU MAIRE

N° 25-07-234

Service : *Services Techniques*  
Affaire suivie par : GC / LP / FX

**Nomenclature :** **6 – Libertés publiques et Pouvoirs de Police – 6.1 Police Municipale**  
**Objet :**

Réglementation temporaire de la circulation et du stationnement des véhicules pendant les travaux de renouvellement de Distribution AEP avenue des Pêcheurs, avenue de Seine entre la rue de la Fosse aux Carpes et le Quai des Dames, avenue du Bac, avenue de Bellevue entre la rue de Châtillon et l'avenue de Seine, rue de Châtillon entre l'avenue de Bellevue et le Quai des Dames à Draveil.

### Le Maire

Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

Art R421-1 du Code de Justice Administrative : La juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. Le délai prévu au premier alinéa n'est pas applicable à la contestation des mesures prises pour l'exécution d'un contrat.

Art R421-2 du CJA : Sauf disposition législative ou réglementaire contraire, dans les cas où le silence gardé par l'autorité administrative sur une demande vaut décision de rejet, l'intéressé dispose, pour former un recours, d'un délai de deux mois à compter de la date à laquelle est née une décision implicite de rejet. Toutefois, lorsqu'une décision explicite de rejet intervient avant l'expiration de cette période, elle fait à nouveau courir le délai de recours. La date du dépôt de la demande à l'administration, constatée par tous moyens, doit être établie à l'appui de la requête. Le délai prévu au premier alinéa n'est pas applicable à la contestation des mesures prises pour l'exécution d'un contrat.

Art R421-3 du CJA : Toutefois, l'intéressé n'est forcé qu'après un délai de deux mois à compter du jour de la notification d'une décision expresse de rejet :

1° Dans le contentieux de l'excès de pouvoir, si la mesure sollicitée ne peut être prise que par décision ou sur avis des assemblées locales ou de tous autres organismes collégiaux ;

2° Dans le cas où la réclamation tend à obtenir l'exécution d'une décision de la juridiction administrative.

Art R421-4 du CJA : les dispositions des articles R421-1 à R421-3 ne dérogent pas aux textes qui ont introduit des délais spéciaux d'une autre durée.

Art R421-5 du CJA : Les délais de recours contre une décision administrative ne sont opposables qu'à la condition d'avoir été mentionnés, ainsi que les voies de recours, dans la notification de la décision. La présente décision peut être contestée devant le tribunal administratif de Versailles. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), et ce en application de l'article R421-1 du Code de justice administrative.

Notification le 11-07-2025

Publication le

### Le Maire,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2212- 1 et L.2212-2 ; L.2213-1 et L.2213-2 ;

VU le Code Général de la propriété des personnes publiques ;

VU le Code de la Route, notamment les articles R 411-25 à R 411-28 et R 417-9 à R 417-12 ;

VU le Code de la Voirie Routière ;

VU le Code Pénal ;

VU l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 sur la signalisation routière et les textes subséquents le modifiant et le complétant ;

VU l'avis de l'Unité Territoriale des Déplacements nord-est du Conseil Départemental de l'Essonne, gestionnaire de la RD448 ;

VU la DICT N°2025060401599D du 04-juin 2025 ;

VU la demande de l'entreprise SAUR – 3, rue Jules Guesde – 91860 – EPINAY-SOUS-SENART en date du 26 juin 2025.

CONSIDERANT qu'il appartient au Maire de régler temporairement la circulation et le stationnement des véhicules pendant les travaux renouvellement de Distribution AEP avenue des Pêcheurs, avenue de Seine entre la rue de la Fosse aux Carpes et le Quai des Dames, avenue du Bac, avenue de Bellevue entre la rue de Châtillon et l'avenue de Seine, rue de Châtillon entre l'avenue de Bellevue et le Quai des Dames à Draveil.

## ARRETE

### ARTICLE 1 :

Les travaux seront effectués par l'entreprise SAUR pour le compte de la CAVYVS au cours de la période du **LUNDI 04 AOUT 2025 AU VENDREDI 24 OCTOBRE 2025 de 08h00 à 17h00.**

### ARTICLE 2 :

Les rues seront fermées à la circulation des véhicules pendant les heures de travaux.

### ARTICLE 3 :

A l'issue des travaux journaliers :

- Sur le trottoir : La zone des travaux devra être remblayée en grave compactée à zéro ou pose de pont lourd pour piétons ou barrières de chantier fermées.
- Sur la chaussée : l'entreprise effectuera une reprise en enrobé à froid ou pose de pont lourd encastré à la chaussée

A l'issue des travaux définitifs :

### **Structure de trottoir :**

Pour la réfection des revêtements de surface sur trottoir, un épaulement de 10 cm de part et d'autre devra être réalisé, une réfection pleine largeur devra être réalisée s'il reste moins de 20 cm d'enrobé.